Titre

CRD Lyon, 10 fév. 2015

CONSEIL REGIONAL DE DISCIPLINE
DES BARREAUX DU RESSORT
DE LA COUR D'APPEL DE LYON

DECISION DU 10 FEVRIER 2015

Sous la présidence de Monsieur le Bâtonnier Eric JEANTET,

Le Conseil de Discipline – section n° 2 est ainsi composé:
Madame le Bâtonnier Dalila BERENGER,
Monsieur le Bâtonnier Michel DELMAS,
Maîtres Marie-Christine REMINIAC, Pierre-Jean FERRY, Marie-Pierre DOMINJON, Jérôme CHOMEL de VARAGNES, Pascal BESSON, Valérie ROSSARD.

AVOCAT MIS EN CAUSE: - Maître X , Avocat au Barreau de LYON

PROCEDURE:

Par courrier en date du 10 juin 2014, Monsieur le Bâtonnier du Barreau de Lyon a saisi le Conseil de Discipline des Barreaux du ressort de la Cour d'Appel de Lyon d'une poursuite disciplinaire à l'encontre de Maître X .

Par délibération du 11 juin 2014, le Conseil de l'Ordre du Barreau Lyon a désigné Maître Pierre BUISSON pour procéder à l'instruction des faits reprochés à Maître X .

Au vu des dispositions de l'article 191 du décret n°91-1197 du 27 novembre 1991 fixant à 4 mois le délai d'instruction, Maître Pierre BUISSON devait, dans ces conditions, déposer son rapport au plus tard le 11 octobre 2014.

Par courrier remis en mains propres le 9 octobre 2014 au Président du Conseil de Discipline des Barreaux du ressort de la Cour d'Appel de Lyon, Maître Pierre BUISSON a sollicité l'octroi d'un délai supplémentaire pour procéder à l'instruction dont il a la charge.

En effet, Maître BUISSON a indiqué avoir auditionné Maître X le lundi 8 septembre dernier mais qu'au vu des multiples chefs de poursuite, une nouvelle audition lui apparaissait nécessaires.

Dans ces conditions, Maître Pierre BUISSON indique qu'il ne pourrait donc rendre son rapport avant le 11 octobre 2014 et sollicitait par conséquent une prorogation du délai d'instruction.

Pour la régularité de la procédure, il est apparu nécessaire de faire droit à la demande de report et d'accorder un délai supplémentaire de deux mois pour finaliser le rapport d'instruction et établir le bordereau des pièces cotées et paraphées du dossier.

La date limite de dépôt du rapport a donc été fixée au 11 décembre 2014, par décision du Conseil de Discipline en date du 10 octobre 2014.

Maître Pierre BUISSON a déposé son rapport en date du 11 décembre 2014 et Maître X a été convoqué par citation d'Huissier en date du 19 janvier 2015 pour l'audience du 28 janvier 2015 pour:

1- manquement aux principes de conscience, de probité, d'honneur,

d'humanité, de désintéressement et de modération: dossiers D – P , C SCI DE L , V , G , LP , CL , sur le fondement des dispositions des articles 3 du décret n°2005-790 du 12 juillet 2005 et 1.1 du Règlement Intérieur National, sanctionnés par les articles 1.4 dudit Règlement et 183 du décret n°91-1197 du 27 novembre 1991,

2- manquement à l'honneur : dossiers D – P , CH , G , LP , sur le fondement des articles 3 du décret n°2005-790 du 12 juillet 2005 et 1.3 du Règlement Intérieur National, sanctionnés par les articles 1.4 dudit Règlement et 183 du décret n°91-1197 du 27 novembre 1991,

3- défaut de diligences: dossiers D – P , CH , G , sur le fondement des articles 3 du décret n°2005-790 du 12 juillet 2005 et 1.3 du Règlement Intérieur National, sanctionnés par les articles 1.4 dudit Règlement et 183 du décret n°91-1197 du 27 novembre 1991,

4- défaut d'une tenue de facturation: dossiers D – P , C SCI DE L , V , sur le fondement des articles 12 du décret n°2005-790 du 12 juillet 2005 et 11.7 du Règlement Intérieur National, sanctionnés par les articles 1.4 dudit Règlement et 183 du décret n°91-1197 du 27 novembre 1991,

5- défaut de déclarations fiscales sincères et cotisations auprès des différents organismes professionnels: dossiers D – P , C SCI DE L , V , sur le fondement des articles LY 2.1.4 et LY 2.1.5 du Règlement Intérieur du Barreau de Lyon, et 3 du décret n°2005-790 du 12 juillet 2005 et 1.3 du Règlement Intérieur National, sanctionnés par les articles 1.4 dudit Règlement et 183 du décret n°91-1197 du 27 novembre 1991.

A l'audience du 28 janvier 2015, Maître X est présent, assisté de Maître Elisabeth CAULY ainsi que de Maître Jean-Félix LUCIANI.

Monsieur le Bâtonnier Pierre-Yves JOLY est présent en sa qualité d'organe de poursuite.

Avant l'ouverture des débats, Monsieur le Bâtonnier Eric JEANTET rappelle que conformément à un usage en vigueur devant le Conseil de Discipline, usage qu'aucun texte n'autorise ni n'interdit, la présence d'une salariée de l'Ordre, en la personne de Madame Cécile DUPARC-PITERA, faisant fonction de greffière d'audience, est prévue, étant précisé qu'elle n'est pas assermentée et qu'elle se retirera au moment du délibéré.

Maîtres X , Elisabeth CAULY et Jean-Félix LUCIANI acceptent la présence à l'audience de Madame Cécile DUPARC-PITERA.

Monsieur le Bâtonnier Eric JEANTET, après avoir rappelé les faits qui lui sont reprochés, reprend l'examen de chacun des dossiers, objet de la poursuite et donne la parole à Maître X afin qu'elle s'en explique. Maître X est entendue en ses explications.

Dossier P -D : encaissement de 225.000 euros et condamnation définitive à restituer 219.519,20 euros (D 1.47)

Maître X admet avoir demandé des honoraires exorbitants pour des procédures ou actions sans complexité particulière :

- procédure devant le JAF et la Cour d'appel
- procédure de convocation devant le délégué du Procureur en maison de justice - traitement d'un « contentieux » avec Facebook

Elle indique qu'il lui est impossible d'expliquer ce comportement qui ne lui correspond pas et qu'elle était sous l'emprise, pendant toute cette période, d'un traitement antidépresseur lourd.

Elle indique n'avoir exercé aucune pression sur Monsieur P et Madame D pour obtenir le règlement de ces sommes, d'autant qu'elle leur avait fait signer des conventions d'honoraires qu'ils étaient libres d'accepter ou de refuser.

Monsieur le Bâtonnier JEANTET donne lecture à Maître X d'extraits des échanges Sms (D1.44) faisant état d'une proximité malsaine avec Madame D, de propos ambigus, du désarroi de Madame D pour trouver les sommes nécessaires et de la fermeté manifestée par Maître X pour ces règlements.

Maître X conteste formellement avoir prétendu qu'une partie des sommes versées était destinée au Procureur de la République et admet avoir été, sans en prendre conscience, dans un conflit d'intérêts manifeste puisque Madame D voulait agir contre Monsieur P et qu'elle n'a pas hésité à requérir l'avis d'un graphologue pour démontrer qu'un acte d'acquiescement de Monsieur P avait en réalité été signé par elle (D1.43) et menacer Mme D d'une saisine du Parquet pour faux en écriture.

Sur interpellation de Monsieur le Bâtonnier JOLY qui lui fait observer que dans un courrier du 28 juillet 2013 (D1.46) elle avait prétendu que Madame D n'était pas sa cliente, Maître X admet que « c'est délirant »

Dossier C – SCI L : encaissement de 254.252 euros et condamnation définitive à restituer 243.557 € (D2.36)

Maître X ne conteste pas que les honoraires demandés et encaissés sont exorbitants au vu des procédures dont elle était saisie et des actions engagées ; procédure prud'homale, défense contre une plainte de l'employeur, problématique d'un prêt à la consommation pour Madame C mère et problématique de saisie immobilière.

Monsieur le Bâtonnier JEANTET questionne Maître X sur ce dossier de saisie immobilière dans lequel la SCI L avait été condamnée par le JEX de Bourgoin-Jallieu le 30 novembre 2012 (D2.11) à payer au Crédit Agricole une somme de 255.934,19 €, et dans lequel 2 chèques ont été adressés à Maître X par la Caisse d'Epargne auprès de qui ladite SCI avait emprunté pour régler ce litige :

- un chèque de 209.709,81 euros (D2.15) qui a transité par la CARPA et les fonds ont été reversés au Crédit Agricole
- un chèque de 46.334,20 euros (D2.14) libellé à l'ordre de Me X et encaissé par elle sur son compte courant à titre d'honoraires

Monsieur le Bâtonnier JEANTET rappelle que Madame C estime que ce règlement était destiné à régler le Crédit Agricole pour arrêter la procédure de saisie immobilière et « sauver » l'immeuble, le total des deux règlements (256.043,01 euros) soldant la dette en principal et frais

Maître X admet que le règlement de 46.334,20 euros ne correspondait à aucune facture émise et était supérieure aux honoraires convenus pour la procédure de saisie immobilière, mais elle affirme que c'est Mme C qui a demandé à la Caisse d'Epargne d'établir le chèque directement à son ordre. Elle observe qu'elle n'a contesté son encaissement par elle à titre d'honoraires que plus d'un an plus tard, ce qui démontre que ce règlement lui était bien destiné

Dossier CH : encaissement de 6.500 euros et condamnation définitive à restituer 6.500 euros (D3.14)

Maître X ne conteste pas avoir encaissé abusivement 6.500 euros pour une

affaire de voisinage et n'avoir pas effectué de diligences sérieuses. Elle fait observer qu'elle n'a pas contesté la décision du bâtonnier de restituer l'intégralité de la somme alors qu'elle avait tout de même assisté le client devant le conciliateur et adressé une lettre au syndic.

Le Président JEANTET lui fait observer que ces éventuelles diligences ne résultent aucunement du dossier disciplinaire.

Dossier V : encaissement de 450.000 euros

Maître X indique avoir fait signer des conventions d'honoraires pour cette affaire de captation d'héritage qui portait sur des sommes importantes et n'avoir commis aucun abus de faiblesse car Monsieur V était kinésithérapeute.

Elle admet cependant que la somme demandée était « délirante »

Monsieur le Bâtonnier JOLY interroge Maître X sur les conditions dans lesquelles Monsieur V, quelques jours seulement après avoir saisi le 24 janvier 2014 bâtonnier de LYON d'une réclamation (D4.1) pour se plaindre des honoraires versés l'ayant mis dans une situation financière difficile et ayant eu des répercussions sur sa santé, ce dernier avait pu rédiger une lettre lui maintenant sa confiance (D4.2).

Maître X indique que c'est elle qui a tapé la lettre censée lui être adressée et datée du 29 janvier 2014 et qui l'a fait signer à Monsieur V. Elle indique n'avoir exercé aucune pression mais Monsieur V pensait mieux qu'elle conserve le dossier plutôt que de devoir le confier à un autre conseil au risque de retarder la solution de l'affaire.

Monsieur le Bâtonnier JEANTET donne lecture de la déclaration de Monsieur V (P 30) qui a indiqué au rapporteur que c'était Maître X qui lui avait dit qu'elle risquait d'être dessaisie du dossier par la bâtonnier.

Maître X conteste et dit que c'est elle qui voulait se dessaisir en raison du manque de confiance.

Elle indique qu'elle n'avait pas tous ses esprits, qu'elle n'a pas d'explication rationnelle à la commission de ces faits graves.

Sur interpellation de Monsieur le Bâtonnier JOLY qui lui demande si les fonds perçus n'ont pas bénéficié à son ancien compagnon PM et si sa famille n'a pas renoncé à ses projets d'indemnisation par crainte de représailles de sa part, Maître X affirme que non.

Dossier G : encaissement de 23.900 euros et condamnation définitive à restituer 23.050 euros (D5.11)

Maître X reconnaît n'avoir effectué aucune diligence pour cette affaire de divorce

Dossier LP : encaissement de 26 141, 99 euros sur une somme de 91.760 euros demandés et condamnation définitive à restituer 24.671,99 euros (D 6.9)

Maître X reconnaît avoir demandé initialement 20.000 euros et avoir réclamé le 10 janvier 2014 un complément de 71.760 euros en cours de procédure de divorce et avoir obtenu la remise de 3 chèques.

Monsieur le Bâtonnier JEANTET indique que Madame LP lorsqu'elle a été entendue par les services de police et dans sa lettre au Bâtonnier de LYON le 28 janvier 2014, soit 18 jours après les faits (D 6.2) a indiqué que cette remise est intervenue, par lassitude, après de 3 heures épuisantes de rendez-

vous au cours duquel elle a tenté de résister aux pressions psychologiques de Maître X .

Celle-ci conteste la durée du rendez-vous et avoir exercé des pressions psychologiques ; elle indique avoir fait, le soir même, une tentative de suicide.

Elle fait valoir qu'elle a pris contact avec Madame LP quelques heures après le rendez-vous et lui a restitué deux des chèques

Dossier CL : encaissement de 77.500 euros

Maître X fait observer qu'initialement, lorsqu'elle allait bien, elle avait demandé pour assurer la défense de la jeune CL dans le cadre de la procédure criminelle, une somme de 4.000 euros.

Elle met en parallèle les sommes démesurées qu'elle a ensuite réclamées, lorsqu'elle était sous anti-dépresseurs, pour mener à bien la procédure et obtenir de la CIVI une indemnisation.

Elle conteste avoir réclamé une somme complémentaire de 100.000 euros au motif que l'expert était parti en Suisse.

Elle fait valoir qu'elle n'a nullement abusé de la jeunesse de mademoiselle CL et a toujours discuté les honoraires avec ses parents. Il est cependant fait observer qu'en mai 2014 (D 7.80) dans le cadre de la procédure de taxation d'honoraires, Maître X ne trouvait pas illégitimes les honoraires demandés et contestait la demande de taxation

Sur les autres faits

Maître X ne conteste pas ne pas avoir établi les factures correspondantes aux honoraires demandés et avoir encaissé ceux-ci parfois sur son compte courant de cabinet et parfois sur son compte courant personnel, de telle sorte que ses déclarations fiscales, sociales et professionnelles manquent de sincérité.

Elle indique être depuis juin 2014 en liquidation judiciaire et être dans l'incapacité de procéder au remboursement des sommes indument perçues, n'ayant pu restituer qu'une somme de 4.500 euros aux conjoints P -D .

Monsieur le Bâtonnier JEANTET lui fait observer que le relevé des créances déclarées (D 12) fait apparaître que d'autres clients que ceux visés dans la procédure disciplinaire, ont également versé des honoraires très importantes et que le montant total des honoraires excessifs excède donc très sensiblement la somme de 1.044.371,69 euros évoqués dans la citation.

Sur questions des membres sur Conseil et du Bâtonnier JOLY, autorité de poursuite, Maître X indique avoir dilapidé tout cet argent en dépensant des sommes inconsidérées en bijoux, vêtements, cadeaux, et ne disposer aujourd'hui de plus rien.

Elle n'a aucun placement mobilier et les biens immobiliers dont elle pouvait détenir une part ont été acquis avec des emprunts non complètement remboursés.

Elle fait valoir que le Docteur CO qu'elle a mandaté (D 16) considère qu'elle n'avait plus de discernement. Elle précise qu'elle était pendant cette période, euphorique, et que sa famille aurait dû la faire hospitalisée.

Avant cette dépression, elle était une avocate lucide, qui pratiquait des honoraires normaux et avait de bons résultats. Elle souhaite redevenir « la Laurence d'avant »

Après une suspension de séance de quelques minutes et l'instruction étant

clause, Monsieur le Bâtonnier Eric JEANTET donne la parole à Monsieur le Bâtonnier Pierre-Yves JOLY, en sa qualité d'organe de poursuites, pour ses réquisitions.

Celui-ci fait valoir que Maître X s'est conduite en prédateur, choisissant les gens les plus démunis ou en plein désarroi pour leur facturer des honoraires scandaleux, manquant ainsi à tous les principes essentiels de la profession d'avocat : modération, désintéressement, honneur, probité, conscience, humanité, délicatesse.

Il considère qu'elle n'est plus digne d'être avocat, qu'elle a ruiné de pauvres gens et déshonoré la profession, ce qui justifie une mesure de radiation. Maître Elisabeth CAULY et Maître Jean-Félix LUCIANI sont entendus en leurs plaidoiries.

Ils font principalement valoir que le Dr CO considère que maître X a souffert d'un épisode maniaque qui l'a privée totalement de discernement et qu'en conséquence, n'étant pas responsable de ses actes, elle ne peut faire l'objet d'une sanction disciplinaire.

Ils suggèrent au Conseil, le cas échéant, d'ordonner une expertise psychiatrique.

La question d'un défaut d'impartialité du rapporteur ayant été évoqué par les avocats de la défense, Monsieur le Bâtonnier JEANTET leur demande s'ils en tirent un moyen de droit.

Maître LUCIANI indique que la défense ne tire aucune conséquence de la remarque faite et ne soutient pas la nullité du rapport.

Maître X a eu la parole en dernier. Elle demande à ce que le Conseil tienne compte de son irresponsabilité reconnue par le Docteur CO

Puis l'affaire est mise en délibéré au 10 février 2015.

SUR QUOI,

Il apparaît clairement que Maître X a abusé de la confiance réelle de ses clients, de leur fragilité et de leur désarroi, pour leur faire signer des conventions d'honoraires exorbitants en prétextant d'une complexité de leur affaire alors que dans la plupart des dossiers, cela n'était nullement le cas.

Le fait, par un avocat, d'obtenir de ses clients, par des moyens d'intimidation, des honoraires excessifs, constitue une infraction déontologique et un manquement à la probité, à l'honneur, la délicatesse, la modération, le désintéressement et l'humanité qui constituent les valeurs de son serment et les principes essentiels de la profession d'avocat définis par l'article 1.3 du RIN :

"Les principes essentiels de la profession guident le comportement de l'avocat en toutes circonstances. L'avocat exerce ses fonctions avec dignité, conscience, indépendance, probité et humanité, dans le respect des termes de son serment. Il respecte en outre, dans cet exercice, les principes d'honneur, de loyauté, de désintéressement, de confraternité, de délicatesse, de modération et de courtoisie. Il fait preuve, à l'égard de ses clients, de compétence, de dévouement, de diligence et de prudence.",

Tout manquement délibéré au serment prêté est nécessairement contraire à l'honneur.

Les pratiques de Maître X ont ruiné ses clients qui se trouvent aujourd'hui dans des situations d'autant plus dramatiques que du fait de sa liquidation judiciaire, ils n'ont aucun espoir d'obtenir une restitution, même partielle, des honoraires qu'ils ont versés.

Cela nuit gravement à l'image de la profession d'avocat.

L'examen psychiatrique du Docteur CO , versé aux débats par Maître X , ne constitue pas une expertise. Il s'agit d'un avis officieux, non contradictoire, et manifestement incomplet puisque ne relatant pas des épisodes importants de la vie de Maître X .

Il doit en outre être observé que le Docteur CO souligne que l'épisode maniaque a débuté à l'automne 2010 pour s'achever fin 2013. Or, pendant cette même période, Maître X a continué à exercer normalement, obtenant même certains bons résultats qu'elle met en avant et qui révèlent qu'elle avait donc le discernement nécessaire pour exercer; par ailleurs, d'autres faits sont postérieurs à cette période : ainsi par exemple en mai 2014 lorsque les consorts CL contestent les honoraires, Maître X , qui est censée à cette date avoir retrouvé la lucidité nécessaire, critique vertement la contestation et justifie le montant des honoraires.

Il apparaît donc que ce n'est finalement que dans le cadre de l'instruction disciplinaire qu'elle a enfin admis le caractère exorbitant de ses demandes.

La remarque du Dr CO consistant à dire que dans le cadre d'une expertise pénale, on pourrait envisager une abolition du discernement et du contrôle des actes au sens de la loi ne constitue qu'un simple avis qui ne peut être déterminant.

En outre, la procédure disciplinaire n'est pas régie par les règles du droit pénal mais par celles du droit civil de telle sorte que l'insanité d'esprit, le trouble mental relèvent de l'appréciation souveraine du juge.

Il est observé que jusqu'à cette audience disciplinaire, Maître X n'a jamais invoqué la nullité pour insanité d'esprit des actes qu'elle a passés et des conventions qu'elle a fait signer.

D'autre part, une personne atteinte de trouble mental reste civilement responsable par principe de ses actes, même si sur un plan pénal, elle peut être jugée irresponsable.

En conséquence, le Conseil considère qu'en dépit de l'avis du docteur CO , Maître X reste responsable disciplinairement des manquements déontologiques très graves – qu'elle admet d'ailleurs – et doit être sanctionnée.

La gravité particulière des faits commis par Maître X , et en particulier la facturation répétée d'honoraires non justifiés et manifestement excessifs, agissements portant atteinte aux valeurs d'honneur, de probité, de désintéressement, de délicatesse et d'humanité que doit respecter tout avocat dans son exercice professionnel, justifie la sanction de la radiation du tableau.

EN CONSEQUENCE ET APRES EN AVOIR DELIBERE CONFORMEMENT A LA LOI, LE CONSEIL REGIONAL DE DISCIPLINE DES BARREAUX DU RESSORT DE LA COUR D'APPEL DE LYON:

- Vu les articles 3 et 12 du décret n°2005-790 du 12 juillet 2005,
- Vu les articles 1.1, 1.3 et 1.4 du Règlement Intérieur National,
- Vu les articles LY 2.1.4 et LY 2.1.5 du Règlement Intérieur du Barreau de Lyon,
- Vu les articles 183 et suivants du décret n°91-1197 du 27 novembre 1991,
- Vu les pièces cotées du dossier,
- Retient comme constitué l'ensemble des faits reprochés à Maître X
- Prononce à l'encontre de Maître X la peine de la radiation du tableau.
- Dit que les faits commis constituent une atteinte à l'honneur et à la probité.

A Lyon, le 10 février 2015.

Le Président de section

Monsieur le Bâtonnier Eric JEANTET

Décision notifiée à Maître X , à Monsieur le Procureur Général et à Monsieur le Bâtonnier du Barreau de Lyon conformément aux dispositions de l'article 196 du décret n° 91-1197 en date du 27 Novembre 1991,

Il est rappelé à Maître Laurence CIIAKIRIAN, à Monsieur le Bâtonnier du Barreau de Lyon ainsi qu'à Monsieur le Procureur Général que, conformément aux dispositions des articles 16 et 197 du décret n° 91-1197 en date du 27 Novembre 1991, ils peuvent former un recours devant la Cour d'Appel de LYON contre la présente décision par lettre recommandée avec accusé de réception adressée au Greffe de la Cour dans le délai d'un mois à compter de la notification de ladite décision.